

HANOUNE À PROPOS DES ENGAGEMENTS DE BOUTEFLIKA :**«Vous avez opéré un virage à 180°, Monsieur le Président !»**

Pour la secrétaire générale du PT, le président de la République a renoncé à des engagements pris à l'occasion de la dernière élection présidentielle, allant jusqu'à l'accuser d'avoir opéré un brutal virage à 180°.

M. Kebci-Alger (Le Soir)- Une élection qui, pourtant, affirmait hier samedi Louisa Hanoune qui présidait une réunion du bureau du parti au niveau de la Wilaya d'Alger, a constitué un test majeur dont le pays est sorti indemne par la grâce de «la sagesse et la perspicacité de son peuple avec de nouveaux horizons ouverts et des promesses de profondes réformes politiques sociales économiques». Mais c'était compter sans l'aggravation de la situation quelques mois seulement, regrettera-t-elle, estimant que «le pays est entraîné dans une option à impacts fâcheux».

Son réquisitoire contre le chef de l'Etat, dont elle soutient qu'elle ne doute nullement que c'est lui «qui a signé les dernières décisions mais nous nous interrogeons sur le contexte et les conditions de ces décisions», se fie à des faits.

D'abord la LFC 2015 qui consacre, selon elle, une «régression» puisque «au service exclusif des oligarques car des décisions et des mesures à l'image de l'amnistie fiscale qui n'est qu'un blanchiment de l'argent sale ou encore la taxe d'habitation généralisée à toutes les communes du pays alors qu'elle n'était que provisoi-

re au niveau de seulement quatre wilayas du pays, la diminution de la TAP qui provoquera inévitablement l'asphyxie des communes dont les trésoreries sont alimentées ou encore la simple reformulation du fameux article 87 bis du code du travail alors qu'il était question de sa suppression pure et simple».

Mais pas que cela puisque la patronne du PT affirme que la loi de finances pour l'année 2016 «confirme un peu plus nos appréhensions». Avec, notamment tout un panier de nouvelles taxes fiscales (électricité, eau, carburants, téléphone, internet, la vignette auto, etc.) qui porteront «un coup fatal» au pouvoir d'achat des franges fragiles avec leurs répercussions sur les coûts des transports, des produits industriels et agricoles et de nombre de services. Des hausses qui provoqueront «un recul de la consommation et donc de la production». Ce qui ouvrira grandement les portes du cycle infernal de la «récession et les couches moyennes reconstituées ces dernières années à la faveur des mesures sociales prises et qui ont boosté la consommation rechuteront».

Une loi de finances 2016 qui consacrera également, selon la secrétaire générale du PT, le



Louisa Hanoune prévient contre l'aggravation de la situation du pays.

retour à l'endettement extérieur qui «ne profitera qu'aux oligarques qui refuseront d'honorer leurs dettes, obligeant l'Etat à rembourser à leur place». Elle supprime aussi le droit de préemption de l'Etat et une réduction drastique des budgets d'équipements et de fonctionnement avec un «recul de 709 milliards de dinars en CP (crédits de paiement) et 20 185 milliards de dinars en AP (Autorisation programme). Autant de réductions qui porteront un «coup fatal à la cadence de développement du pays et au marché de l'emploi. Seuls les secteurs de la défense nationale et l'éducation nationale sont exemptes de cette poli-

tique d'austérité qui dit clairement son nom».

Ce qui a fait dire à Hanoune que cette loi de finances 2016 est «provocatrice» et constitue «une déclaration de guerre contre la majorité du peuple algérien» et consacre clairement «la rupture des engagements du président de la République».

La patronne du PT estime que le gouvernement a complètement «perdu la boussole», se référant à son «double langage» au sujet de l'option de ressusciter la loi 01-04 portant privatisation des entreprises.

Après l'avoir alerté sur cette perspective du ministre de l'Industrie et des Mines, le

Premier ministre a tancé ce dernier lors d'une réunion du Conseil du gouvernement de renoncer à cette option. Mais qu'elle ne fut la surprise de Hanoune de constater que l'idée a été reprise par le ministre des Finances dans la loi de finances 2016 et consacre dans son article 84 la suppression du droit de préemption de l'Etat et le retour à la privatisation.

Revenant sur la mise à la retraite du patron du DRS, Hanoune l'a qualifiée de «coup fatal à la souveraineté morale» et constitue «une rupture de l'équilibre interne et met le pays en danger d'effondrement».

M. K.

AMAR GHOUL N'INVITE PLUS L'OPPOSITION À Y CONTRIBUER :**«La nouvelle Constitution plaira à tout le monde»**

«Nous attendons tous la nouvelle Constitution et, au TAJ, nous sommes très optimistes. Nous sommes convaincus que le Président Bouteflika nous présentera une Constitution consensuelle». L'affirmation est du président du parti TAJ et ministre du Tourisme, Amar Ghoul, qui s'exprimait, hier, à l'ouverture des travaux du bureau politique de son parti à Alger.

Kamel Amarni - Alger (Le Soir) - Et cette fois, Ghoul ne fera pas, comme dans ses habitudes, un appel à «ceux qui le souhaitent encore, de venir avec leurs propositions». Non, cette fois, il dira même que «le texte de la nouvelle Constitution, j'en suis convaincu, plaira à tous. Sauf, bien sûr, à ceux qui, toujours, voient en noir tout ce qui émane du pouvoir».

C'est que, Ghoul le sait, ce genre «d'invitations» à l'enrichissement de la nouvelle Constitution n'est plus permis depuis que, le 27 août dernier, Abdelaziz Bouteflika a tranché définitivement, y compris sur la non-officialisation de la



Amar Ghoul, président de TAJ.

langue amazighe, s'agissant du texte désormais fin prêt et qui sera présenté très prochainement à l'approbation du Parlement.

C'est ce que Bouteflika avait décidé lors de cette même réunion du 27 août avec les plus hauts responsables civils et militaires du pays. «Ce texte, ajoutera encore Amar Ghoul, consacrera définiti-

vement la séparation des pouvoirs, consolidera la place de la société civile, la place de l'opposition, de la femme, des droits de l'Homme et même de l'économie nationale. Je le dis et je le répète, nous sommes confiants et optimistes et très convaincus que le Président Abdelaziz Bouteflika va honorer son engagement sur cette question, la révi-

sion de la Constitution qui est, ne l'oublions pas, la réforme phare de son programme.» Il faut s'attendre à ce que d'autres partis ou organisations proches du pouvoir se lancent dans une campagne «fracassante» sur la révision de la Constitution, dans les tout prochains jours, l'échéance étant imminente.

En attendant, et pour revenir à la brûlante question de l'heure, le départ du général Toufik de la tête du DRS, Amar Ghoul s'est voulu assez circonspect : «Si Toufik est un moudjahid qui a fait son devoir envers le pays. Maintenant, que des changements de responsables ou de structures au niveau des services de sécurité aient eu lieu, cela entre dans l'ordre naturel des choses. Il ne faut pas verser dans le sensationnel, les fausses analyses ou autres interprétations.» Ghoul tentera d'aborder avec la même approche, la crise économique. «Certes, nous faisons face à des difficultés sur le plan économique. Mais il ne faut surtout pas verser dans l'alarmisme, l'hystérie comme le font certains», dira-t-il en allusion à l'opposition.

K. A.